

Extrait du Registre des Délibérations
Comité Syndical
Séance du mardi 12 mai 2026

Date de la convocation : mercredi 29 avril 2026

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Arnaud JACOTTIN; Eric FRASCA; Jean-Claude BOURIAT, Frédéric CLABE; Christophe PANDO; Guenaëlle HAURET; Christophe DESPAGNET; Florian BIENAIME; Francis CHAPOTHIN; Frédéric GOMMY; Joël SEGOT; Blandine SOUBEYRAS; Claude-Alexandre JAN; Julien BAYSSAC; Jean-Louis CALDERONI; Nicolas PATRIARCHE; Raymond CHAGOT; Jean-Michel BALEIX; Jean-Claude SETIER; Hugues HIERNARD; Daniel LABOURET; Bertrand LOUBET; Jean-Marc DENAX; Didier LARRIEU; Véronique DELUZE; Jean-Pierre LACROIX; Bruno ZIEME; Jérôme MARBOT; Mehdi JABRANE; Cécile FAURE; Stéphanie MAZA; Emmanuelle CAMELOT; Ivan LANTA; Marianne LAJARIGE; Franck LAMAS; Emilie ALONSO; Julie DE LALANDE DE VERNON; Stéphane ESTANGUET; Mounir HAJBI; Nathalie TORREJON; Virginie LEENKNEGT; Michel RIETSCH; Patricia WOLFS; Eric SAUBATTE;

Membres suppléants :

Sylviane MAZEAS DOLOREA; Pierre HAMELIN; Cécile LANGINIER

Étaient représentés :

Étaient excusés :

Eric CASTET; Cilgi TUNCAY; Karine PERE

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Julie DE LALANDE DE VERNON

11 – DELEGATION DE COMPETENCES AU PRESIDENT

Rapporteur : Le Président,

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délégations de compétences du Comité Syndical sont possibles dans tous les domaines, à l'exception de ceux énumérés par l'article L 5211-10 du dit code, à savoir :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte financier unique ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Aussi, afin de faciliter le fonctionnement courant du Syndicat Mixte, il est proposé de déléguer, pour toute la durée du mandat, au Président les compétences suivantes :

- ✓ Procéder à la **réalisation des emprunts** destinés au financement des investissements prévus par le budget et passer à cet effet les actes nécessaires :

- Les emprunts pourront être notamment :

- à court, moyen ou long terme,
- libellés en euro ou en devise,
- avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts,
- au taux d'intérêt fixé et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales ou réglementaires applicables en cette matière.

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de

remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement,

- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la faculté de modifier la devise,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil du remboursement.

Par ailleurs, le Président pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques exposées ci-dessus.

- ✓ **Procéder aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts** et de passer à cet effet les actes nécessaires dans les conditions définies ci-après,

Au titre de la délégation, le Président pourra notamment :

- procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restants dus, et le cas échéant, les indemnités compensatrices dans les conditions et limites exposées ci-dessus,
 - plus généralement décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts.
- ✓ **Procéder à la réalisation des lignes de trésorerie**, dans la limite d'un plafond de **6 000 000 €** (article 149 de la Loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13/08/2004) ;
 - ✓ Prendre toute décision concernant **la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants**, quel qu'en soit le montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget.
 - ✓ **En matière de groupements de commandes :**
 - prendre la décision de constituer ou d'adhérer à un groupement de commande visé à l'article L.2113-6 et suivants du Code de la Commande Publique ;
 - approuver et signer la convention de groupements et tous les actes qui s'y rattachent ;
 - exercer la fonction de coordonnateur du groupement lorsqu'elle est dévolue au Syndicat Mixte par les autres membres ;
 - signer tous les actes et décisions relevant de la fonction de coordonnateur lorsque celle-ci est dévolue au Syndicat Mixte, dans les limites fixées par la convention de groupement ;
 - ✓ **Passer les contrats de partenariat sans implications financières**, dans les

domaines, par exemple, des échanges de données ;

- ✓ **Déposer la candidature du Syndicat Pau Béarn Pyrénées Mobilités dans des appels à projet**, afin de permettre au Syndicat de se positionner dans les meilleurs délais, sachant que la décision définitive de confirmer la candidature et le projet appartient au Comité Syndical ;
- ✓ **Présenter**, pour le compte du Syndicat et (dans le cadre des conventions de co-maitrise d'ouvrage qui l'ont désigné co-maitre d'ouvrage délégué) pour les structures co-maitre d'ouvrage, **des demandes de subventions et de participations** ;
- ✓ **Passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes** ;
- ✓ **Décider la conclusion ou la révision du louage de choses** pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- ✓ **Créer les régies comptables** nécessaires au fonctionnement des services du syndicat mixte ;
- ✓ **Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats**, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- ✓ **Accorder les autorisations de missions** dans l'exercice de mandats spéciaux ;
- ✓ **Intenter, au nom du Syndicat, les actions en justice** ou le défendre dans les actions intentées contre lui dans ses domaines d'intervention pour tout type de procédure contentieuse ou pré contentieuse et devant tous les ordres de juridiction ;
- ✓ **Régler les conséquences dommageables des accidents** dans lesquels sont impliqués des véhicules du Syndicat dans la limite de 7 700 € pour les dommages matériels, y compris aux véhicules, et de 16 000 € pour les dommages corporels ;
- ✓ **Décider d'indemniser les victimes ou leurs assureurs** lorsque le montant du sinistre est inférieur aux franchises du contrat d'assurance responsabilité civile ;
- ✓ **Céder à l'assureur les véhicules accidentés** ;
- ✓ **Procéder à la mise en réforme** de véhicules et petit mobilier ;
- ✓ **Décider l'aliénation des biens mobiliers** dans la limite du plafond de 7 500 € ;
- ✓ **Déposer les déclarations et autorisations d'urbanisme** ;
- ✓ **Donner mandat à des agents immobilier dans le cadre de ventes immobilières** approuvées par le Comité Syndical ;

- ✓ Saisir la **Commission Consultative des Services Publics Locaux** sur tout projet de délégation afin qu'elle émette un avis avant la présentation dudit projet devant le Comité Syndical ;
- ✓ Prononcer **les avis concernant l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme (PLUI, RLPI ...)**;
- ✓ En matière de projets Chronobus :
 - **Autoriser le lancement des procédures de Déclaration d'intérêt général et de Déclaration d'utilité publique**, lever les éventuelles remarques ou réserves émises par le Commissaire enquêteur, et signer tout acte administratif ou réglementaire afférant à ces procédures ;
 - **Exercer** au nom du Syndicat Mixte **le droit d'expropriation** pour cause d'utilité publique ;
 - **Passer les conventions pour tout type de servitudes** notamment dans le cadre de travaux ou d'aménagement des réseaux avec les concessionnaires, gestionnaires, propriétaires privés, collectivités locales ;
 - **Passer les conventions d'occupation temporaire du domaine public** selon les conditions et modalités régies par le Code général de la propriété des personnes publiques, **ainsi que leurs avenants** ;
 - **Signer tout acte administratif ou réglementaire** relevant du Code de l'Environnement nécessaire à la **mise en œuvre d'un projet Chronobus** ;
 - **Prendre toute décision concernant l'acquisition ou la vente de parcelles ou biens immobiliers** dans le cadre des projets Chronobus, **et signer les actes afférents à ces décisions** ;
 - **Arrêter et modifier l'affectation des propriétés du Syndicat Mixte** et **procéder à tous les actes de délimitation des propriétés** ;

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

En cas d'empêchement du Président, sa délégation reviendra au Bureau.

Le Comité Syndical approuve la délégation de compétences au Président dans les termes ci-dessus énoncés

Conclusions adoptées
A l'unanimité

Suivent les signatures,
Pour extrait conforme,



Envoyé en préfecture le 18/05/2026

Reçu en préfecture le 18/05/2026

Publié le



ID : 064-200024883-20260513-11_DELEG_PSDT-DE